

Casinos en ligne : l'addiction à portée de main

Les jeux de casinos en ligne, et plus particulièrement les machines à sous digitales, sont parmi les jeux d'argent et de hasard les plus addictifs, entre leur accessibilité permanente et leur mécanisme conçu pour capter l'attention du joueur et encourager la répétition. Les opérateurs de jeux en ligne réunis au sein de l'AFJEL poussent pour une légalisation des casinos en ligne en faisant miroiter un gain de recettes fiscales. Une stratégie qui repose sur des arguments biaisés, mettant sous silence tant la progression constante du chiffre d'affaires du secteur des jeux d'argent et de hasard, porté en particulier par le secteur des jeux en ligne agréé, ainsi que les risques d'addiction.

Entre 2023 et 2024, le secteur des jeux en ligne agréé a progressé de 11,9%.

OFDT, 2025

L'addiction au jeu d'argent est en effet associée à des risques importants : pertes financières, isolement, difficultés professionnelles, détérioration de la santé mentale. Autant de dommages qui légitiment une politique axée davantage sur la santé plutôt que sur la recherche de profit.

*Actuellement, le coût social des jeux d'argent est estimé à plus de 15 milliards d'euros par an¹. Celui-ci s'accroîtrait inévitablement si les casinos en ligne étaient légalisés. Plutôt que de générer des bénéfices durables pour l'État, cette légalisation pourrait entraîner un fardeau pour les familles et le système de santé. **Légaliser les casinos en ligne irait donc à rebours de toutes les recommandations de santé publique et de toute***

considération pour les publics vulnérables.

Les jeux en ligne, un marché en pleine expansion

Depuis l'ouverture à la concurrence, couplée à l'autorisation des jeux en ligne, le secteur des jeux d'argent a explosé. Cette expansion du marché se voit dans les chiffres :

- On est passé de 21 millions de joueurs en 2022 à 24 millions aujourd'hui, dont 350 000 joueurs quotidiens (OFDT, janvier 2025).
- Le produit brut des jeux (PBJ) des opérateurs (c'est-à-dire leur chiffre d'affaires) s'élève à 14 milliards d'euros en 2024, en hausse de 4,7 % sur un an.
- **La part du marché du jeu en ligne continue de progresser et atteint 18,5 % du PBJ total en 2024 contre 17,3 % en 2023 (OFDT, septembre 2025).**
- Le secteur des jeux en ligne agréé (hors jeux de loterie), porté principalement par les paris sportifs, est en progression de 11,9 % entre 2023 et 2024. Ce secteur contribue pour près de moitié (44 %) à la croissance du marché des jeux observée entre 2023 et 2024.

¹ Calculé par le sociologue et enseignant-chercheur à l'ESSCA, Thomas Amadiou, auteur de *La Fabrique de l'addiction aux jeux d'argent*, 2020

Casinos en ligne : quels risques addictifs ?

Les jeux d'argent et de hasard (JAH) ne sont pas des produits anodins. On évalue la part de joueurs problématiques à 5% des joueurs. Selon le type de jeu, les risques sont plus ou moins prononcés. **Le jeu problématique (perte de contrôle ou addiction) est ainsi à l'origine de 62 % des revenus issus des paris sportifs, 57 % de ceux du poker et 41 % de ceux des casinos physiques**². Parmi les profils à risques, un profil ressort : les hommes souvent jeunes, avec un faible niveau d'éducation et des revenus modestes. Une part prépondérante de leur chiffre d'affaires reposant sur les joueurs problématiques, les opérateurs de jeux ont donc intérêt à ce que les joueurs consomment, et de plus en plus.

Un mécanisme de jeu addictif

Comme les autres formes de JAH, les jeux proposés par les casinos comportent des risques. Ceux-ci sont exacerbés lorsqu'ils sont proposés en ligne. Les casinos en ligne cumulent en effet différents éléments qui les rendent très addictifs :

- **Accessibilité 24/24h et 7/7j**
- **Effets de presque-gain** : les opérateurs exploitent le sentiment d'arriver presque au résultat attendu (exemple sur une machine à sous : « 7 – 7 – 6 » au lieu de « 7 – 7 – 7 »)
- **Petits gains** : les gains entretiennent le circuit de la récompense. Mais les opérateurs de jeux n'indiquent jamais les pertes cumulées par le joueur.
- **Absence d'argent physique** : l'argent étant dépensé virtuellement, le joueur peut être déconnecté de la réalité de la perte et jouer de manière compulsive.
- **Illusion de contrôle** : comme pour tous les jeux d'argent, les joueurs peuvent croire qu'ils influencent le résultat ou qu'ils ont plus de chances de gagner la fois d'après (or la probabilité de gagner n'augmente pas avec le nombre de fois où l'on joue).
- **Sons et visuels attractifs** : les effets sonores et visuels, à l'instar des jeux vidéo comme Candy crush, poussent à jouer davantage.
- **Algorithmes** : les opérateurs de casinos en ligne pourront analyser les pratiques des joueurs pour adapter le jeu et maintenir le joueur sur la plateforme.

Une récente étude publiée dans la revue médicale *The Lancet* a montré que dans les pays où le casino en ligne est légalisé, il est devenu le jeu le plus utilisé par les adultes et les adolescents, après la loterie et les tickets de grattage³. Selon cette même étude, qui compile des recherches menées à l'international, environ 1 adulte sur 6 (15,8 %) ayant joué aux machines à sous en ligne l'année précédente a présenté des troubles liés au jeu. Chez les adolescents, ce chiffre s'élève à 26%, soit 1 adolescent sur 4.

L'économie des ménages en jeu

La même étude du *Lancet* met aussi en évidence les dommages économiques liés aux jeux d'argent, dans les pays ayant une large offre de jeux :

- En tant que consommateur, allouer de l'argent aux jeux d'argent et de hasard se fait au détriment de l'acquisition d'autres biens.
- Les joueurs problématiques épargnent moins et sont amenés à avoir des difficultés de gestion de budget.
- Plusieurs recherches montrent que le jeu excessif et/ou la pratique du jeu à l'adolescence sont associés à une plus forte probabilité de chômage et de recours aux prestations sociales.
- Le risque d'endettement est non négligeable.⁴

² Jean-Michel Costes, Jean-Baptiste Richard, Vincent Eroukmanoff, « Les problèmes liés aux jeux d'argent en France », 2020

³ Wardle, Heather et al., *The Lancet Public Health Commission on gambling*, The Lancet Public Health, Volume 9, Issue 11, e950 - e994

⁴ Ibid.

Un design attractif



Les illustrations ci-dessus sont des captures écran de casinos en ligne où il est possible de jouer sans déposer d'argent. Elles montrent les possibilités créatives infinies offertes par l'aspect digital des casinos. Ces designs sont particulièrement attractifs pour les plus jeunes. Avec une légalisation, les opérateurs de casinos en ligne pourront promouvoir des casinos attractifs, mêlant jeux vidéo et jeu d'argent : cette « gamification des jeux d'argent » les rendent particulièrement attractifs aux yeux des adolescents et des jeunes adultes, qui seront plus enclins à y déposer de l'argent.

La légalisation sous contrôle, une fausse bonne idée

L'offensive du lobby des jeux en ligne : légaliser à tout prix

« 5,4 millions d'utilisateurs de joueurs sur le marché illégal contre 3,5 millions sur le marché régulé » : des chiffres galvaudés

L'Association Française des Jeux en Ligne (AFJEL), qui regroupe les opérateurs de jeux en ligne tels que Betclik et Winamax, a financé sa propre étude dont elle a sorti certains chiffres pour demander la légalisation des casinos en ligne. L'AFJEL affirme ainsi que 5,4 millions de Français auraient déjà joué sur le marché illégal des jeux en ligne et que le marché illégal aurait aujourd'hui dépassé le marché régulé des jeux en ligne en France⁵. Ces chiffres sont issus d'une étude dont l'AFJEL affirme qu'elle est la mise à jour d'un sondage réalisé en 2023 par l'ANJ. L'enquête est cependant introuvable sur internet et on ne sait comment, à partir d'un sondage, l'AFJEL arrive à déterminer en valeur absolu le nombre de joueurs sur le marché illégal.

Quant au nombre de joueurs en ligne sur des sites légaux (paris sportifs, poker, paris hippiques...), l'OFDT l'estime à 3,9 millions en 2024, en hausse de 7,7 % depuis 2023. Et si on regarde l'ensemble du secteur des jeux, le nombre de joueurs (offre légale en ligne et en points de vente) s'établit à 24 millions⁶. L'offre légale de jeux devance donc encore largement l'offre illégale.

Un marché illégal qui co-existe déjà avec une offre légale

L'industrie du jeu d'argent suggère que légaliser les casinos en ligne permettrait d'assécher l'offre illégale. Or le lobby se contredit lui-même : l'explosion du marché illégal des jeux en ligne qu'il décrit concerne tant des sites de casinos illégaux que des sites pour lesquels il existe une offre légale (paris sportifs, poker, paris hippiques...). L'existence même d'une offre légale n'est donc pas une garantie de protection contre l'offre illégale, et encore moins de protection de la santé des joueurs.

Par ailleurs, il est important de tenir compte des motivations à jouer sur des sites illégaux. Selon une étude de l'ANJ sur l'offre illégale (2023), ces joueurs recherchent des caractéristiques propres aux casinos illégaux : l'absence de limitation ou de vérification d'identité, une espérance de gain plus élevée et une plus grande diversité de jeux. Les casinos légaux ne pourront jamais répondre à ces demandes car il sera obligatoire de déclarer son identité. L'espérance de gain, quant à elle, risque d'être toujours plus élevée

⁵ [Voir sa publication sur LinkedIn.](#)

⁶ [Les jeux d'argent et de hasard en France en 2024, OFDT, septembre 2025](#)

dans le système illégal. Ainsi, la légalisation va attirer de nouveaux joueurs vers les casinos en ligne, sans réduire l'attrait de l'offre illégale.

La publicité pour les paris sportifs : l'exemple du droit souple permissif

Le Décret n° 2020-1349 du 4 novembre 2020 relatif aux modalités de régulation de l'Autorité nationale des jeux a introduit, dans le Code de la Sécurité Intérieure, des mesures visant à restreindre le marketing des opérateurs de jeux d'argent. **Le but premier était d'éviter de rendre le jeu d'argent attractif pour les mineurs.** Or les opérateurs de jeux ont contourné la loi et différentes communications attractives pour les mineurs ont vu le jour :



Un [rapport publié en septembre dernier](#) par Addictions France met en lumière ce marketing agressif de l'offre légale : des publicités visibles partout (TV, radio, réseaux sociaux, affichage public...), des messages qui donnent l'illusion du gain facile, une association permanente entre le sport et le pari en raison du sponsoring et des incitations financières qui encouragent à jouer toujours plus. Interrogés dans le cadre de ce rapport, les adolescents ont montré leur forte réceptivité à ce type de communication tout en se sentant envahis de publicités :

« On ne peut pas ne pas penser aux paris car on en voit partout, sur notre téléphone, à la télé, dans la rue, j'ai l'impression qu'on est un peu forcé de parier, c'est un peu gênant » (Karim, 15 ans)

« La moitié des pub que je reçois sont sur les paris alors que je n'ai jamais joué en ligne mais en bureau de tabac » (Adil, 17 ans)

Finalement, le législateur a autorisé malgré lui les pratiques qu'il tendait à éviter. Les pratiques des opérateurs attirent les jeunes vers le jeu et malgré l'interdiction, déjà 27,5 % des jeunes garçons de 17 ans ont joué au moins une fois à un JAH au cours des douze derniers mois précédant l'enquête (notamment jeux de grattage et les paris sportifs.). Cette donnée est particulièrement inquiétante dans la perspective d'une légalisation des casinos en ligne.

Les casinos en ligne : un défi pour les centres d'addictologie

Face à l'augmentation du nombre de joueurs pathologiques, les réponses qui leur sont proposées ne sont pas suffisantes.

Suivant une stratégie éprouvée dans le domaine du tabac ou de l'alcool, les opérateurs de jeux mettent en avant le concept de « jeu responsable ». Les opérateurs agréés par l'ANJ ont ainsi l'obligation de mettre en place des actions pour "promouvoir le jeu responsable et lutter contre le jeu excessif ou pathologique" : outils d'auto-exclusion, plafonds de dépense, alertes de durée de jeu, messages préventifs. Des études montrent cependant que ces outils, lorsqu'ils sont présentés dans le même espace que les offres

promotionnelles, perdent de leur efficacité, voire ont un effet contre-productif en renforçant l'illusion de contrôle. Autrement dit, même si les opérateurs mettent en place des initiatives pour détecter les joueurs excessifs, ils continuent parallèlement à promouvoir les jeux afin d'attirer un plus grand nombre de joueurs. **Le « jeu responsable » ne protège donc pas les joueurs, et permet en réalité aux opérateurs de se dédouaner de leurs responsabilités, en la faisant d'abord porter sur les individus qui doivent être capables de se maîtriser.** Aujourd'hui, le nombre de personnes inscrites sur le registre d'auto-exclusion est en forte augmentation, il est passé de 58 319 individus en 2023 à 73 439 individus en 2024 (+ 25,9 %)⁷.

Face à cette situation, les dispositifs d'accompagnement en addictologie, déjà saturés, n'ont pas la capacité d'accueillir ou d'aller vers toutes les personnes en difficulté avec les addictions au jeu. Les centres d'addictologie sont en effet confrontés à des difficultés pour accueillir des nouveaux entrants (listes d'attente), ce qui complique l'accès rapide à une consultation. Or selon des professionnels de terrain, les joueurs problématiques sont moins enclins à patienter pour obtenir un premier rendez-vous permettant de débiter un parcours de soins, comparés aux personnes en difficulté avec l'alcool, par exemple. L'autorisation de l'offre de jeu la plus addictive nécessiterait donc des fonds supplémentaires à destination des centres d'addictologie pour qu'ils puissent absorber un afflux de nouveaux usagers et mener des actions de prévention.

Pour un renforcement de la prévention et des moyens de l'ANJ

L'ouverture des casinos en ligne constituerait un recul majeur en matière de santé publique et de protection des jeunes. Pour prévenir des dommages sociaux et sanitaires qui aggraveront le coût social des jeux d'argent, il est impératif que le législateur rejette fermement toute tentative de légalisation qui ne ferait qu'augmenter l'offre de jeux accessible en ligne.

Pour répondre au fléau bien réel que représente l'explosion du marché des jeux d'argent et de hasard en ligne, Addictions France appelle les législateurs à :

- Renforcer l'arsenal répressif à l'encontre des sites illégaux, notamment en renforçant les moyens et pouvoirs de l'ANJ en matière de blocage des sites illégaux ;
- Adopter une loi Evin pour encadrer la publicité des jeux d'argent et de hasard, en particulier sur les réseaux sociaux ;
- Mener des campagnes de prévention pour informer sur les risques liés aux jeux d'argent et de hasard, notamment en ligne.

A propos d'Addictions France

Association Addictions France est la première association gestionnaire d'établissements médico-sociaux en addictologie en France. Elle accompagne plus de 90 000 personnes en difficulté avec les addictions au sein de ses centres d'addictologie (CSAPA, CAARUD, Consultations Jeunes Consommateurs) et dispositifs d'hébergement, et mène des actions de prévention et de formation sur l'ensemble du territoire français. S'appuyant sur son expertise de terrain, l'association est également force de proposition pour faire évoluer les opinions et la législation. Elle contribue à la mise en place d'une politique de santé cohérente et adaptée à la réalité des pratiques et des besoins, au bénéfice tant de la santé que de la sécurité publique.

Pour en savoir plus, voir le [Dossier de plaidoyer d'Addictions France](#).

⁷ Ibid.

